



Communiqué du 26 mai 2020

Les deux représentantes du collectif Inter Hôpitaux ont participé à la première réunion du « comité Ségur ».

Il y a un déséquilibre au sein de ce comité dans la représentation des différents professionnels de santé, un faible nombre de représentants de personnels non médicaux et d'associations de patients. Le CIU, à l'origine d'une mobilisation sans précédent, n'est pas représenté.

La méthode de travail reste à préciser ainsi que le calendrier. Pour des changements concrets, le CIH a fourni un texte sur la gouvernance et l'organisation du travail, élaboré de façon collégiale par l'ensemble des membres des collectifs inter-hôpitaux de toute la France. Le CIH a demandé que la méthodologie de travail retenue signale les dissensus et que les choix effectués soient expliqués de façon transparente. Le CIH a demandé que tous puissent participer aux réunions « retours d'expérience » annoncés en région, qui doivent être des moments de démocratie sanitaire.

Le CIH a demandé à participer aux différents chantiers annoncés :

- « simplification du quotidien » qui doit recouvrir la gouvernance et l'organisation du travail.
- « investissement et financement » qui doit revoir les modes de financement, de fixation de l'ONDAM et promouvoir une logique de soins avant tout.
- « territoire » car l'hôpital public en est un élément majeur et doit être accessible à tous sur tout le territoire, il doit répondre aux besoins de santé de la population en lien avec la ville.
- Le groupe « ressources humaines » recevra nos propositions et devra aborder la pénibilité du travail hospitalier, les effectifs nécessaires à des soins de qualité et à la sécurité des patients.

Le CIH a souligné que la psychiatrie, mais aussi la pédiatrie et la gériatrie, ont besoin d'un soutien spécifique. Les départements d'outre-mer, où l'accès aux soins fait défaut, ne doivent pas être oubliés.

Le Président de la République l'a dit le 12 mars : « la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre Etat-providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux... » Ses mots étaient forts, l'espoir est immense, le temps des actes est venu.

Le CIH demande que soient annoncées immédiatement des revalorisations salariales pour l'ensemble des personnels de l'hôpital public pour atteindre la moyenne des salaires OCDE. Le 25 mars, le Président de la République disait « à l'issue de cette crise un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital ». La mesure est consensuelle. Pour rétablir la confiance, il ne faut plus attendre.